



# Courrier International

Une publication de la

Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale

N°129 - mai 2007

[www.litci.org](http://www.litci.org)

0,5 €- prix de soutien 1 €

## Les tâches pour les révolutionnaires au Venezuela



**Le PSUV: un outil bourgeois pour contrôler les masses**

Un exemple historique :

**Le péronisme dans la décennie de 1940**

Déclaration de l'UST :

**Nous sommes des travailleurs et nous n'allons pas au PSUV**

## Les tâches pour les révolutionnaires au Venezuela

La formation du *Parti Socialiste Unique du Venezuela* (PSUV), propulsé par le gouvernement de Hugo Chavez, est un des thèmes centraux de la réalité politique du pays et aussi du débat politique latino-américain. D'une part, dans une campagne orchestrée par l'appareil gouvernemental, deux millions de Vénézuéliens se sont déjà affiliés à ce parti, Chavez disant que son objectif est d'arriver à quatre millions d'affiliés. D'autre part, un débat intense est ouvert parmi les forces qui se revendiquent chavistes, concernant l'entrée au PSUV.

Comme une partie de ce processus, le *Parti de la Révolution et du Socialisme* (PRS) s'est divisé. Ce parti a été fondé, il y a quelques années, par des dirigeants syndicaux d'origine trotskyste qui, toutefois, revendiquent le chavisme. Un secteur, dirigé par Stalin Pérez Borges, a décidé d'entrer au PSUV alors qu'un autre, conduit par Orlando Chirino, a décidé de maintenir une organisation politique autonome. La division va sans doute se manifester aussi dans le *Courant Classiste Unitaire Révolutionnaire Autonome* (CCURA), une organisation syndicale liée à ce parti, ayant du poids dans l'*Union Nationale de Travailleurs* (UNT).

Il est évident que la décision d'entrer, ou non, au PSUV, met au premier plan bien plus que des conceptions théoriques. Elle soulève principalement des questions très concrètes : quelle caractérisation fait-on de Chavez et quel est le bilan de ses huit années de gouvernement ?

### Pourquoi entrent-ils au PSUV ?

Dans la déclaration annonçant la décision d'entrer au PSUV, Stalin Pérez Borges et près d'une vingtaine de dirigeants du PRS, après avoir formulé quelques critiques, affirment : « *Il y a des centaines de milliers qui, même en voyant ces problèmes et ces luttes internes, font un pas en avant... vont aux réunions de promotion et aux rassemblements, défendent ses propositions... Ils veulent vraiment construire ce parti, comme un outil pour*

*approfondir le chemin vers le socialisme. C'est la base du peuple, des travailleurs, des secteurs populaires et de la jeunesse, qui veut voir naître ce parti et ne permet pas que quelqu'un y fasse obstruction... Nous voulons maintenant accompagner ces milliers de compatriotes dans le PSUV, nous voulons combattre ensemble pour défendre un projet de parti socialiste, révolutionnaire et profondément démocratique, où il n'y a plus de place pour les nominations entre amis, pour les privilèges et pour les représentants de ces nouveaux riches de la "bourgeoisie bolivarienne", tous des grands dangers pour notre révolution. Allons au nouveau parti pour faire partie de l'immense force anti-impérialiste qui s'y retrouve, pour être l'avant-garde, afin que nous puissions tous avoir un militantisme conséquemment anticapitaliste... pour unir nos forces avec tous ceux qui veulent ce parti afin d'approfondir la révolution vers un socialisme sans bureaucrates, ni corrompus, ni grands propriétaires terriens, ni patrons. »*

Pour ces dirigeants, il faut entrer au PSUV pour mener la bataille, ensemble avec des milliers de militants ouvriers et populaires qui sont en train d'y entrer, pour que ce parti soit « *un outil pour approfondir le chemin vers le socialisme* », contre « *les nominations entre amis, les privilèges et les représentants de la nouvelle "bourgeoisie bolivarienne"* » qui sont « *les grands dangers qui menacent notre révolution* ». Le « processus révolutionnaire vénézuélien » se trouverait donc face à une croisée de chemins : un secteur (Chavez, des milliers de militants, les signataires de la déclaration) veut le faire avancer; un autre secteur (les privilégiés et la bourgeoisie bolivarienne) veulent le freiner. C'est le PSUV qui sera la scène de cette bataille, et ne pas y rentrer serait donc renoncer à mener la bataille.

Il est important de mentionner que plusieurs organisations trotskystes sont

d'accord avec cette analyse, y compris certaines d'origine moréniste, comme le Mouvement Socialiste des Travailleurs (MST) argentin ou le Mouvement d'Unité Socialiste (MUS) brésilien (courant interne du Parti du Socialisme et de la Liberté - PSOL).

### Une méthode qui tourne le dos à la réalité

La position de ces dirigeants représente une nouvelle mouture de la théorie du « gouvernement à disputer », créée par diverses organisations de gauche pour soutenir le gouvernement de Lula au Brésil ou celui de Kirchner en Argentine : il est nécessaire d'y entrer pour soutenir les secteurs « progressistes » contre les « réactionnaires ». Dans le cas qui nous occupe, la proposition vise aussi le parti de ce gouvernement.

Pour nous, cette théorie est totalement erronée parce qu'elle est basée sur une erreur essentielle, celle de ne pas définir le caractère de classe du gouvernement hypothétiquement "en dispute". Il n'y a aucune difficulté pour définir ce caractère. Il suffit de poser la question : quelle est la classe sociale qui domine l'Etat vénézuélien avec Hugo Chavez ? Pourquoi, après huit années au pouvoir, n'a-t-il pas avancé dans une lutte conséquente contre le capitalisme et l'impérialisme, malgré sa rhétorique « socialiste » ? Pour nous, son gouvernement souffre d'un problème « génétique » qui l'empêche de le faire : c'est un gouvernement bourgeois, qui défend l'Etat capitaliste et les intérêts de la bourgeoisie.

Dans des éditions précédentes de *Courrier International* (février 2007), nous avons développé amplement ce point, qui est aussi analysé dans la déclaration de l'UST que nous publions plus loin. Il suffit de voir la politique chaviste dans des matières clef comme le paiement ponctuel de la dette externe (6 milliards de dollars en 2006), le contrôle de 40% de la production pétrolière par les grandes compagnies étrangères, la domination complète de ces entreprises dans des secteurs clef

comme l'industrie automobile, la stagnation des salaires et du niveau de vie des travailleurs, l'entrée du Venezuela au MERCOSUR, etc. Un autre thème central est le renforcement permanent de l'armée bourgeoise comme base principale du gouvernement. Même les mesures plus progressistes, comme la nationalisation de l'une ou l'autre entreprise, utilisées comme excuse par beaucoup de courants pour soutenir le gouvernement de Chavez, sont des cas isolés et très limités, à travers l'achat au prix fort de paquets d'actions (quelque chose de totalement normal dans le système capitaliste).

Nous avons beau chercher, nous ne trouvons nulle part « l'avance vers le socialisme » (ou la possibilité d'y avancer) que le gouvernement serait en train de promouvoir. Il s'agit bel et bien d'un gouvernement bourgeois, qui veut maintenir un pays dans le capitalisme. Qui plus est, ce gouvernement n'a même pas modifié le fait que le Venezuela soit une semi-colonie des puissances impérialistes, spécialement des Etats-Unis. C'est dans ce cadre qu'il faut donc analyser les véritables objectifs de la construction du PSUV.

Dans ce cadre, les chefs d'entreprise font de très bonnes affaires, ce qui pousse beaucoup d'entre eux à adhérer au chavisme. C'est le cas des millionnaires Marcos Zarikian (propriétaire de l'Hôtel Eurobuilding, considéré comme le principal magnat de l'industrie textile vénézuélienne), Alberto Vollmer (propriétaire de Ron Santa Teresa, une des principales chaînes de magasins industriels du pays), Víctor Vargas Irausquin et Víctor Gil Ramirez (propriétaires des banques Occidental de Descuentos et Fondo Común). Ils viennent de s'incorporer à l'organisation « Chefs d'entreprise Socialistes du Venezuela », présidée par l'ancien dirigeant d'Action Démocratique (AD), José Agustin Campos. Ces chefs d'entreprise et les représentants de la « bourgeoisie bolivarienne », comme Diosdado Cabello (gouverneur de Miranda et chef de la Direction Nationale du Mouvement de la Cinquième République, le MVR,

devenu en peu d'années le propriétaire de plusieurs entreprises), seront les véritables propriétaires du PSUV.

### **Bonapartisme sui generis tardif**

Pour nous, le gouvernement de Chavez peut être comparé avec ceux que Trotsky a défini comme « bonapartisme sui generis », bonapartisme un peu spécial. C'est-à-dire, des gouvernements qui représentent des bourgeoisies de pays arriérés qui cherchent le soutien du mouvement de masses pour essayer de compenser leur faiblesse face à l'impérialisme, afin de pouvoir exercer une pression sur ce dernier et obtenir ainsi une marge un peu plus grande d'« indépendance ». Des exemples de ce type ont été le PRI mexicain, le péronisme argentin, le MNR bolivien ou les courants nationalistes arabes, comme le nasserisme.

Trotsky lui-même indiquait que, même au moment de leur apogée, ces mouvements étaient incapables de mener une lutte anti-impérialiste à fond, étant donné leur caractère bourgeois, et que, tôt ou tard, ils finiraient par capituler. Ce pronostic a été pleinement confirmé par l'histoire du 20<sup>ème</sup> siècle.

Dans le cas du chavisme, les conditions économiques et politiques actuelles du monde font que ces limitations sont encore bien plus grandes, avec beaucoup moins d'espace pour des « jeux nationalistes indépendants » de la part des bourgeoisies nationales. Les marges pour donner des concessions économiques aux masses sont, elles aussi, beaucoup plus petites. C'est ce qui explique pourquoi son combat anti-impérialiste est bien plus rhétorique que pratique, et pourquoi il n'a pas amélioré le niveau de vie de la population.

### **Le PSUV: un outil bourgeois pour contrôler les masses**

Il y a toutefois un aspect de ce type de gouvernements qui reste d'actualité : dans leur tentative de s'appuyer sur la mobilisation de masses, ils « jouent avec le feu », parce qu'il y a le danger sérieux que cette mobilisation déborde vers un processus révolutionnaire indépendant qui met en question le

cadre de l'Etat bourgeois. C'est pourquoi, ils ont la nécessité impérieuse d'exercer un contrôle de fer sur cette mobilisation et de construire des « digues de retenue » pour éviter ce débordement.

L'histoire nous enseigne que ces gouvernements emploient deux outils principaux. Le premier est la construction d'un parti totalement discipliné autour d'un « chef » avec des pouvoirs discrétionnaires et ses « délégués » nommés d'office. Il suffit de voir ce qu'ont été le péronisme, le PRI ou le nasserisme pour comprendre le critère avec lequel le PSUV est en train de se construire (voir l'article plus loin).

Il n'existe aucune possibilité que ce parti soit l'outil dans lequel peuvent se manifester, démocratiquement et de façon organisée, les aspirations de transformation sociale des masses vénézuéliennes. Ce parti se construit à partir de l'Etat pour obtenir précisément le contraire : contrôler les masses et les mettre dans un carcan. Appeler les masses à entrer au PSUV, cela n'a rien à voir avec la promotion de la mobilisation autonome, cela contribue seulement à les enfermer dans le « pré carré bonapartiste » que la bourgeoisie est en train de mettre en place pour éviter, précisément, cette mobilisation. Et c'est encore pire, là où cet appel est fait au nom de l'« avance vers le socialisme ».

Disons, finalement, que le caractère bonapartiste de ces gouvernements les fait restreindre la démocratie en général. Un exemple de cela a été le vote parlementaire qui accorde « les pleins pouvoirs » à Chavez pour gouverner. Il n'y avait aucune raison pour justifier cette mesure, puisque le gouvernement a une majorité absolue dans le Parlement et peut approuver les lois qu'il veut. Il s'agit tout simplement d'une démonstration de discipline au « chef ».

### **Un autre sujet clef : l'autonomie syndicale**

L'autre outil clef pour contrôler les masses est la transformation de la structure syndicale dans un appareil étatique totalement dominé par le

gouvernement, par le biais de ses agents, sans aucune marge (ou avec des marges très faibles) de démocratie ouvrière. C'est pourquoi, Chavez a attaqué l'« autonomie syndicale » dans son discours au Théâtre Teresa Carreño : « *les syndicats ne doivent pas être autonomes, il faut en finir avec ça* ».

Le projet du chavisme est que l'UNT soit réduite à être seulement l'« extension syndicale » du gouvernement et de son parti, un outil d'appui à sa politique, en éliminant toute possibilité qu'elle devienne une véritable centrale des travailleurs. Cela fait partie de ce projet, qu'à l'intérieur de ce syndicat, il n'y ait aucun courant avec une certaine autonomie et des caractéristiques indépendantes, comme c'est le cas actuellement avec le CCURA. Toutes les discussions seraient résolues « de façon disciplinée » à l'intérieur du PSUV.

Jusqu'à présent, l'invité aux manifestations et aux réunions du PSUV, comme « représentant » de l'UNT, est Rubén Linares, de la Fédération du Transport, un des signataires de la déclaration que nous avons mentionnée. Bien qu'il ait été élu par la base de son syndicat comme un des « coordinateurs » de l'UNT, aucun organisme de la centrale ne l'a choisi pour exercer cette représentation d'ensemble. D'autres coordinateurs avec représentativité et prestige, comme Orlando Chirino, et même Marcela Máspero (qui jusqu'à présent était une militante chaviste disciplinée, mais qui a commis l'« erreur » de s'opposer à l'une ou l'autre chose), n'ont pas été invités. Faut-il voir en cela un signe précurseur de la politique du gouvernement de désigner d'office, à partir du PSUV, la future direction de l'UNT ? Est-ce cette méthode que

défend Stalin Pérez, ainsi que Rubén Linares lui-même ?

### Que faire maintenant ?

Ce débat théorique et politique a un objectif très concret. Il s'agit de définir quelles tâches doivent propulser maintenant les militants ouvriers révolutionnaires au Venezuela. En ce sens, nous voulons résumer brièvement nos propositions :

- Nous défendons le droit de toutes les organisations ouvrières et populaires de rester hors du PSUV, sans pour cela être « punies » par le gouvernement. Ces organisations ne peuvent pas être obligées de s'affilier au PSUV.
- La défense de l'« autonomie syndicale » est particulièrement importante. Les syndicats doivent être des travailleurs, et non du gouvernement et du PSUV. Nous sommes pour la construction d'une UNT autonome, qui soit un véritable outil de lutte de la classe ouvrière. En ce sens, nous croyons qu'il faut faire une nouvelle assemblée plénière du CCURA, qui revienne sur la résolution de janvier d'entrer au PSUV.
- Le PSUV sera le parti bourgeois d'un gouvernement bourgeois. C'est pourquoi, les travailleurs vénézuéliens doivent construire leur propre parti, une organisation qui soit un véritable outil d'indépendance politique, face aux organisations de la bourgeoisie et, en particulier, face au gouvernement chaviste et au PSUV.
- Il faut mettre en chantier l'élaboration un programme de mesures anticapitalistes et anti-impérialistes, dont l'application entame le véritable chemin vers le socialisme. Par son caractère bourgeois, il est impossible que le gouvernement de Hugo Chavez puisse appliquer ce

programme et ces mesures. Il n'y a qu'un véritable gouvernement des travailleurs et du peuple vénézuélien qui pourra réellement les faire avancer.

- Pour promouvoir ces tâches à fond, il faut construire au Venezuela un parti socialiste révolutionnaire, qui soit disposé à mener cette lutte jusqu'au bout. En ce sens, le premier pas est d'élaborer un programme d'opposition et de lutte, contre le gouvernement de Chavez et son faux socialisme, qui favorisent l'impérialisme et les bourgeois vénézuéliens et attaquent la classe ouvrière.

Nous sommes certains que, dans plusieurs de ces tâches, nous combattons ensemble avec plusieurs dirigeants qui ont refusé d'entrer dans le PSUV. Mais nous devons être clairement conscients qu'il s'agit de luttes contre le gouvernement lui-même et contre la politique qu'il applique dans chacun de ces domaines.

Nous sommes conscients du fait que Chavez est actuellement soutenu par la majorité des masses vénézuéliennes, qui le voient comme « leur gouvernement ». En ce sens, nous considérons comme pleinement d'actualité l'orientation de Lénine, en avril 1917, face à un gouvernement bourgeois qui disposait aussi d'un grand appui des masses. En reprenant ses mots, nous pouvons dire que la tâche principale, « *tant que nous serons en minorité* », est « *d'expliquer patiemment aux masses la fausseté complète de toutes les promesses* » de Chavez (concernant la marche vers le socialisme), afin qu'elles comprennent « *la nécessité que tout le pouvoir passe aux mains* » de la classe ouvrière.

## Un exemple historique

### Le péronisme dans la décennie de 1940

Dans l'article principal de cette édition, nous mentionnons que la politique du gouvernement de Chavez ne représente aucune nouveauté historique et qu'elle ressemble à ce qu'ont été le péronisme argentin, le PRI mexicain ou les partis du nationalisme arabe, bien qu'avec de plus grandes limitations. Nous mentionnons aussi qu'une partie importante de sa politique a son origine dans la nécessité d'un contrôle de fer sur la mobilisation du mouvement de masses, pour éviter le débordement de celle-ci hors du cadre de l'Etat bourgeois, à travers l'étatisation des syndicats et la construction d'un parti centralisé de façon bureaucratique par le « chef ».

Une période de l'histoire argentine illustre clairement cet objectif d'une direction bourgeoise, de contrôler et de discipliner les masses. Le péronisme considère comme sa « date de naissance » le 17 octobre 1945, quand une mobilisation de masses a libéré le colonel Perón, à ce moment-là Secrétaire du Travail d'un gouvernement militaire, emprisonné par d'autres secteurs de ce gouvernement. La mobilisation avait été organisée par plusieurs dirigeants syndicaux, dont Cipriano Reyes, de l'industrie de la viande.

Postérieurement, ces dirigeants syndicaux ont formé le Parti Travailleuse, qui a été à la base de la première victoire électorale péroniste, en 1946. Mais après le triomphe, Perón, bien qu'ayant été le premier affilié du Parti Travailleuse, a dissout celui-ci et a créé le Parti Justicialiste, discipliné de façon rigide à sa direction personnelle. En même temps, il a emprisonné et a torturé plusieurs des principaux dirigeants du Parti Travailleuse qui se sont opposés à cette mesure, comme Cipriano Reyes lui-même, qui a été en prison pendant sept ans. Le fait est que, malgré l'appui loyal à la candidature et au gouvernement de Perón, le Parti Travailleuse représentait un dangereux processus d'organisation ouvrière indépendante.

D'autre part, la Confédération Générale du Travail (CGT) a été incorporée au Parti Justicialiste comme « branche syndicale », à côté de la « branche politique » et de la « branche féminine ». Tous les dirigeants syndicaux qui n'ont pas pu être cooptés dans le parti ou dans le gouvernement, et qui de ce fait maintenaient une certaine caractéristique d'indépendance (qu'ils soient de gauche ou bureaucratiques), ont été balayés des syndicats et de la direction de la centrale, et remplacés par une meute ultra corrompue d'agents inconditionnels du gouvernement.

Cela a été le cas, par exemple, avec la direction de gauche de la FOTIA (industrie sucrière de Tucuman), mise sous tutelle après une grève. Ou avec le dirigeant syndical Luis Gay (télécommunications), lui aussi fondateur du Parti Travailleuse, obligé de renoncer au secrétariat général de la CGT, en 1948, pour défendre l'« autonomie » de la centrale. En contrepartie, le plus grand exemple des « agents inconditionnels » du gouvernement a été José Espejo, un dirigeant à peine connu du syndicat de l'alimentation, qui a obtenu le poste de secrétaire général en 1949, et y est resté jusqu'au renversement du péronisme, en 1955. Une blague de l'époque disait que l'homme avait été élu parce qu'il était « un bon miroir du gouvernement ». ['Espejo' signifie 'miroir'].

Il nous paraît que l'actuelle situation vénézuélienne a des points communs avec celle de l'Argentine des années 1940. Fortifié par sa victoire électorale récente, Chavez a décidé d'avancer vers un contrôle de fer sur les syndicats. Quand il qualifie de "contre-révolutionnaires" ceux qui s'opposent à l'entrée au PSUV ou qui défendent l'« autonomie syndicale » de l'UNT, n'anticipe-t-il pas qu'il agira avec eux de la même façon que Perón avec Cipriano Reyes ?

*L'illustration ci-dessous est reproduite du n° de décembre 2005 de la revue « Opción Clasista » des travailleurs du pétrole de l'Etat de Anzoátegui, Venezuela. « Le retour des morts qui sont plus vivants que jamais »*



## Déclaration de l'UST

### Nous sommes des travailleurs et nous n'allons pas au PSUV

Nous reproduisons la déclaration émise, le 8 avril 2007, par l'Unité Socialiste des Travailleurs (UST) du Venezuela. L'UST est née dans une assemblée plénière qui a eu lieu en août 2006 et elle prépare actuellement son congrès de fondation. Elle regroupe des militants et des cadres provenant de différentes expériences trotskystes et de gauche, dont les militants de la LIT-QI dans le pays.

Nous, qui nous constituons comme Unité Socialiste des Travailleurs, nous sommes tous des révolutionnaires, des travailleurs, et nous avons décidé de ne pas aller au PSUV. Pourquoi nous n'y allons pas ? (...)

#### Nous devons analyser le Mouvement de la Cinquième République (MVR) et les autres partis au gouvernement.

Le PSUV n'a pas encore été créé formellement, et il y a beaucoup de questions auxquelles on ne peut répondre qu'en analysant les caractéristiques du Mouvement pour la Cinquième République (MVR), Pour la Démocratie Sociale (PODEMOS), Patrie Pour Tous (PPT), le Parti Communiste Vénézuélien (PCV).<sup>1</sup> (...) Ce sont des partis qui soutiennent les riches et appliquent une politique économique qui favorise ceux-ci, au bénéfice de la bourgeoisie et au détriment des travailleurs et du peuple. (...)

Les entreprises transnationales de l'automobile sont exemptes du paiement de la TVA dans toute la chaîne de production, grâce au Programme Venezuela Mobile.

Les propriétaires des banques, nationales ou étrangères, n'ont pas à se plaindre : les affaires avec les Bons du Trésor argentin, les Bons du Sud et les Bons de PDVSA<sup>2</sup> ont permis et permettent aux banques des profits fabuleux.

Les banquiers internationaux sont très satisfaits, étant donné que le Venezuela fait des paiements anticipés de la dette externe.

<sup>1</sup> Le MVR est le parti de Chavez, le parti le plus important au Venezuela. PODEMOS (« Nous pouvons »), PTT et PCV soutiennent Chavez, mais PODEMOS ET PTT ont manifesté des réticences à se dissoudre dans le PSUV. Le PCV a décidé dans son 13<sup>ème</sup> Congrès (mars 2007) "le soutien total à la proposition du Président Chavez".

<sup>2</sup> Petróleo de Venezuela Sociedad Anónima, la compagnie pétrolière de l'Etat

Le secteur agricole a obtenu l'exonération de la TVA dans la production, le transport, la distribution et la commercialisation, de même que les producteurs de viande et autres secteurs alimentaires. C'est un grand cadeau à ce secteur de la bourgeoisie, plus que le double de ce qui est destiné comme budget pour les projets de logements et de développement urbain.

Analysons maintenant les nationalisations : nous considérons très important que les secteurs de la téléphonie, de l'électricité et du pétrole retournent au contrôle national, mais cela a regrettamment été « une bonne affaire » pour les entreprises impérialistes. Pourquoi personne n'a-t-il vu le patronat yankee dénoncer les nationalisations ? Ce qu'on a vu, c'est plutôt que les Yankees étaient contents de quitter le pays, comme c'est le cas de l'exécutif de l'entreprise électrique de Caracas qui disait : « Cela a été une des meilleures affaires durant ces dernières années ».

#### Le MVR & Cie font de petites concessions aux travailleurs

Après huit années dans le gouvernement, nous devons faire un bilan sur les avancées que le MVR a obtenu en matière de conquêtes pour les travailleurs. Beaucoup de camarades honnêtes nous disent : « regarde les Missions, les bourses ». Expliquons ce que nous disons :

Le chômage n'a pas diminué. Les statistiques sont en baisse et les colporteurs augmentent.

Les bidon-villes prolifèrent autour des grandes villes, et la politique du logement est une catastrophe. En 2006, le Ministère du Logement n'a même pas pu construire 34.000 logements.

La politique salariale favorise seulement le profit des chefs d'entreprise. Le panier d'aliments de base à lui seul coûte plus que le salaire minimal.

Le salaire minimal de nos jours ne garantit pas le panier alimentaire, sans parler du panier des besoins élémentaires de 1.400.000 bolivars (700 dollars).

Une inflation annuelle de 18% corrode les salaires.

Les Contrats Collectifs. Le MVR est le pire patron du pays : les travailleurs du Mercal sont déjà presque 2 ans sans contrat; les employés publics, 4 ans; ceux de l'INCE, 9 ans, et les travailleurs du Ministère du Travail lui-même, 16 ans ! (...) Beaucoup s'imaginent que les travailleurs pétroliers gagnent de hauts salaires, mais un travailleur de la dotation fixe de PDVSA gagne moins de 150.000 bolivars par semaine (moins de 70 dollars).

D'autre part, on observe une offensive contre le mouvement ouvrier. Le samedi 24/03, il y a eu un rassemblement important au Théâtre Teresa Carreño pour la construction du PSUV. Le discours de Hugo Chavez a été clair, limpide et direct : « les syndicats ne doivent pas être autonomes, il faut en finir avec ça ».

Chavez se permet d'insulter les dirigeants syndicaux sans broncher : « J'ai beaucoup d'amis dirigeants syndicaux, mais ils se battent entre eux, l'un par-ici, l'autre par-là. Je ne les reçois pas, aussi longtemps qu'ils ne seront pas unis. » (...)

L'autonomie syndicale signifie avoir le courage de dénoncer que l'Etat vénézuélien est un patron très mauvais, étant donné qu'il embauche des travailleurs sans garantie de travail, comme n'importe quel gars propriétaire d'un magasin (...). S'il n'y a pas d'autonomie syndicale, qui combattrait alors pour le salaire des employés publics, qui s'opposera aux vexations dont ils font l'objet ?

#### Le PSUV naît sous le signe du club d'amis

Lors du rassemblement au Théâtre

Teresa Carreño, il a été possible de voir comment fonctionnera le futur PSUV. L'entrée était **réservée aux chers amis**. Les mêmes politiciens que les masses commencent à répudier, étant donné leur enrichissement rapide et inexplicable, étaient présents sans avoir été élus par personne.

Les secteurs de l'UNT qui sont critiques envers la politique économique et salariale du gouvernement, n'ont pas pu entrer. Les camarades de la Force Socialiste de Professionnels, Techniciens et Intellectuels non plus. (...) S'ils n'ont pas pu participer à la fête, ils ne pourront pas non plus participer au débat du programme et de la composition de la direction ou à d'importantes délibérations. Ce sera un parti en plus, où il nous sera permis de participer avec notre vote mais pas avec nos idées. (...)

### **La majorité de la gauche marche vers le PSUV de façon allègre et irresponsable**

Il y en a qui marchent la tête basse et d'une façon résignée, d'autres joyeusement. Pourquoi la gauche vénézuélienne agit-elle de cette manière ? (...) Serait-ce la première fois que ce problème se pose pour notre classe ? (...) Les maîtres de la classe ouvrière, Marx, Lénine et Trotsky, entre autres, ont étudié déjà à fond ces processus et ont recommandé à la classe ouvrière de maintenir son « indépendance politique ».

Le problème le plus grave est que la gauche vénézuélienne est devenue tellement opportuniste, que la valse des cadeaux qu'on est en train de distribuer aux transnationales, aux banquiers, aux industriels et à la bourgeoisie agricole, ne fait même plus l'objet de commentaires. La gauche marche allègrement vers le parti qui continuera à appliquer ces politiques. (...)

### **Cela suffit**

Comme travailleurs, nous devons faire clairement le constat que cela fait

8 ans de gouvernement déjà, qu'on n'a pas résolu le problème du chômage et de la pauvreté, et qu'en même temps, il y a un gaspillage du revenu pétrolier en faveur de la bourgeoisie. (...)

Certains nous diront qu'agir et penser ainsi, c'est faire preuve de sectarisme, qu'il faut accompagner l'expérience et la conscience des masses. Nous répondons que celui qui fait de la politique à partir de la conscience des masses, finit toujours, et inévitablement, par capituler au retard de celle-ci (...). D'abord l'indépendance de classes, ensuite celle de la conscience.

En ce sens, nous considérons comme une erreur la lettre qu'a envoyé un groupe de camarades dirigeants syndicaux de la CCURA ([www.aporrea.org](http://www.aporrea.org), 27/03/07) au Président Chavez concernant le « manque d'autonomie des syndicats ». Cette lettre ne dit rien de la politique économique du chavisme. Comment les masses peuvent-elles arriver à tirer leurs conclusions politiques, et à avancer dans leur conscience, si leurs dirigeants ne disent pas toute la vérité ? Un autre problème grave est que la lettre part de la supposition que le gouvernements et les travailleurs se trouvent dans le même camp, comme si cette société n'était pas divisée en classes.

La lettre dit aussi que : « nous défendons le droit des travailleurs de faire de la politique et de se joindre au PSUV » et que « nous ne voyons pas de contradiction entre construire le PSUV et soutenir la révolution ». Quand les milliers de travailleurs des services publics, les travailleurs du secteur pétrolier, ou les retraités de CANTV<sup>3</sup> commencent à faire leur expérience avec ce gouvernement et voient que leurs dirigeants demandent d'entrer au PSUV, ils peuvent penser, de manière erronée, que « maintenant les choses vont changer, il ne s'agit déjà plus du

vieux MVR, il s'agit du nouveau PSUV ». Ceci aide-t-il au développement de leur conscience ? (...)

C'est pourquoi, la première mesure à prendre est d'être conséquents avec le congrès constitutif du CCURA, qui a approuvé, dans la résolution sur « l'UNT dont nous avons besoin, nous les travailleurs », que « les organisations syndicales doivent être indépendantes et autonomes par rapport à l'impérialisme, l'Etat, le gouvernement, les patrons et les partis politiques ».

### **Un front de gauche est nécessaire**

L'UST, un groupement de révolutionnaires et défenseurs inconditionnels de l'indépendance politique de la classe ouvrière, de l'unité syndicale indépendante et autonome, considère qu'il y a différents groupes avec des orientations semblables dans le pays. Nous ne croyons pas que ces groupes ont individuellement la force pour imposer un plan économique des travailleurs. Mais, si nous rassemblons nos forces, nous pouvons arriver à construire un grand front de gauche et avancer dans l'organisation indépendante des travailleurs. (...)

L'autre alternative est d'entrer au PSUV et de se soumettre à sa politique économique en faveur des capitalistes, de maintenir un silence complice face à l'occupation de Haïti, de se soumettre à la volonté des gouverneurs qu'on connaît, des maires et des députés, de se soumettre à un parti sans démocratie interne, déjà depuis ses actes constitutifs.

Nous considérons que ce n'est pas le chemin à suivre, et nous appelons les camarades du CCURA qui ont signé la lettre mentionnée à rompre avec le PSUV et, qu'ensemble, nous construisions l'outil politique indépendant dont la classe ouvrière vénézuélienne a besoin.

<sup>3</sup> La principale entreprise de télécommunications du Venezuela

---

Adresse de contact :

France : [apido.gsi@wanadoo.fr](mailto:apido.gsi@wanadoo.fr)

Belgique : [LCT.CWB@gmail.com](mailto:LCT.CWB@gmail.com)

Ed. responsable pour la Belgique : Jan Talpe - rue de l'Elan 73-B10 - 1170-Bruxelles